



Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie
Lectures (2002-2010)

Commenne Vincent (coord.), 2006, *Responsabilité sociale et environnementale : l'engagement des acteurs économiques. Mode d'emploi pour plus d'éthique et de développement durable*, Editions Charles Léopold Mayer, Paris, 303 p.

Pauline Brunnengreber



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/6003>

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Pauline Brunnengreber, « Commenne Vincent (coord.), 2006, *Responsabilité sociale et environnementale : l'engagement des acteurs économiques. Mode d'emploi pour plus d'éthique et de développement durable*, Editions Charles Léopold Mayer, Paris, 303 p. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Lectures (2002-2010), Publications de 2006, mis en ligne le 06 mai 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/6003>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

*Commenne Vincent (coord.), 2006,
Responsabilité sociale et
environnementale : l'engagement
des acteurs économiques. Mode
d'emploi pour plus d'éthique et de
développement durable, Editions
Charles Léopold Mayer, Paris, 303 p.*

Pauline Brunnengreber

Vincent Commenne est économiste. Après un début de carrière dans une multinationale, il a été pendant 5 ans le responsable de la « banque éthique » Triodos en Belgique. Il coordonne aujourd'hui le Réseau Européen pour une Consommation Responsable, financé par la Direction générale « Emploi et Affaires sociales » de la Commission européenne, regroupant une soixantaine d'organisations impliquées dans le développement durable, le commerce équitable et le financement éthique. Vincent Commenne anime également l'*Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire*, groupe de recherche, lancé dans les années 1990, sur la responsabilité sociétale des entreprises, travaillant sur les cinq continents, organisé par chantiers thématiques, réseaux socioprofessionnels, et publiant en espagnol, anglais et français.

Cet ouvrage publié en 2006 se base notamment sur une étude menée par plusieurs chercheurs appartenant au « Chantier Responsabilité Sociale et Environnementale » de l'*Alliance*. Il ne s'agit pas là d'un ouvrage de chercheurs destiné à des chercheurs, mais plutôt d'un ouvrage de vulgarisation de la notion de responsabilité sociale des acteurs économiques. L'auteur destine son ouvrage en priorité aux membres de l'*Alliance*, en s'appuyant sur les débats menés au sein du groupe. Il s'agit de convaincre chacun de ses

membres de la nécessité de faire de la Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), pour que ces derniers puissent devenir des porte-parole de la cause.

- 1 Le but de Vincent Commenne est de faire de cet ouvrage un « *livre de vulgarisation facile d'accès aux non spécialistes* » (p. 15), afin de « *montrer à chacun qu'il a un rôle à jouer en tant que membre d'une structure* » (p. 17) et le pousser à agir. Il interpelle le lecteur en peignant dans un premier chapitre le tableau d'un monde injuste, inégalitaire et insoutenable (économiquement et éthiquement). Il montre par exemple qu'on dépense 11 milliards de dollars par an en crèmes glacées en Europe, ce qui serait suffisant pour permettre à l'humanité entière d'avoir accès à une eau potable et saine (p. 23). « *Si vous lisez ce texte et que vous n'êtes pas touché, c'est que vous êtes comme nous tous, vous avez pris l'habitude...* » (p. 22). Après cette entrée en matière alarmiste, l'auteur recense les différentes alternatives à notre système économique: la dynamique altermondialiste (la « socio-économie solidaire ») et la démarche Responsabilité Sociale des Acteurs Economiques (RSAE) notamment. La socio-économie solidaire (composée du commerce équitable, de la monnaie sociale, finance solidaire, consommation responsable...) vise selon lui à promouvoir un nouveau paradigme économique reposant sur la justice sociale, tandis que la RSAE se contente de promouvoir un comportement plus sociétal de la part des entreprises. La RSAE ne serait qu'un pis-aller: les acteurs de la RSAE seraient en effet des « *co-mondialistes* » (p. 38) qui ne s'élèvent pas contre les entreprises mais tentent de créer des synergies avec elles, contrairement aux deux premières vagues d'initiatives pour opérer un changement politique et économique, à savoir celle des « *antimondialistes* » et celle des « *altermondialistes* ».
- 2 Dans une deuxième partie (« Amener les entreprises à adopter des comportements plus « éthiques » ou l'exercice de la RSAE »), l'auteur définit la RSE et décrit ses outils. Après avoir donné les définitions des acteurs institutionnels, l'auteur explique « *ce que n'est pas ou ne fait pas la RSE* » (p. 75): elle ne doit être ni un substitut au droit, ni un substitut au dialogue social (il cherche ainsi à éviter méprises et inquiétudes de la part des syndicats et des non initiés, à qui l'auteur s'adresse). Il donne ensuite des exemples concrets de bonnes pratiques de RSE sur tous les continents, de BP Pologne au groupe argentin Arcor. L'auteur définit ensuite le concept de RSAE et montre que les autres acteurs économiques peuvent (et doivent) influencer de manière directe et indirecte sur les démarches RSE des entreprises (p. 122). Il s'attarde notamment sur le potentiel et obstacles des possibilités de « *consommer responsable* ». Il cherche ensuite à toucher les acteurs territoriaux en détaillant les plateformes de RSE pour les autorités publiques. L'auteur s'attarde notamment sur la consommation responsable des collectivités locales et souligne le fait que « *le succès d'une démarche éthique dans une structure (...) dépend du fait qu'une personne y disposant d'une position de pouvoir importante se passionne personnellement pour l'enjeu éthique* » (p. 146). Enfin, il explore plus brièvement la responsabilité sociétale des actionnaires (mais ce public ne semble pas être sa priorité), ainsi que la pression que les ONG spécialisées et les syndicats peuvent exercer sur les entreprises (exemple de Greenpeace sur Shell, p. 154).
- 3 Dans la seconde et la troisième partie de l'ouvrage, l'auteur tente de trouver des facteurs expliquant l'avènement plus ou moins poussé de la RSE sur les différents continents grâce à plusieurs études menées par le Chantier RSAE de l'Alliance. Il souligne l'impact du poids culturel, du contexte relationnel (coopératif ou confrontatif) entre acteurs, ainsi que du contexte institutionnel (plus ou moins de régulation étatique) dans la façon de faire de la RSE selon les continents. Ces différentes traditions ont conduit à différentes échelles de

compréhension de la notion (du simple respect des lois nationales aux actions positives) (p. 65) et à différents degrés de mise en oeuvre (de la rédaction d'une charte éthique à l'intégration de la RSE dans un véritable système de gestion). On apprend ainsi que la RSE « nouvelle formule » (vue comme stratégie d'entreprise) est née sur le continent Nord-Américain¹ (p. 239) mais que la compréhension la plus éthique de la RSE aurait émergé en Europe de l'Ouest (« *l'Union européenne est aux avant-postes en matière de RSE* » p. 126 : volontarisme des autorités publiques, « modèle rhénan » de la concertation sociale entre patronat et salariat). Mais c'est surtout depuis l'assaut du modèle anglo-saxon dans les années 1980 que la société civile européenne interpelle de plus en plus régulièrement les entreprises. En Amérique latine, en Afrique et en Europe de l'Est, les motivations à faire de la RSE sont différentes. Il s'agit de construire et de stimuler un contexte favorable aux affaires, notamment en améliorant les relations avec la société (dans des systèmes politiques où les cas de corruption des gouvernements avec le secteur privé sont nombreux). Introduite durant les années 1990 par les entreprises multinationales qui s'y sont installées, les modalités de la RSE sont différentes sur ces continents : en Asie², ce sont les petites entreprises qui jouent le rôle le plus significatif en matière de RSE (vue comme une réponse aux situations locales), tandis que dans les Etats sud-américains³, les pressions de la société civile sur les grandes entreprises augmentent à cause de l'insuffisance de l'action gouvernementale face au sous-développement. L'Amérique latine est d'ailleurs devenue particulièrement créative en matière de normalisation et les consommateurs sud-américains sont sensibles à la RSE dans leurs achats. En Afrique⁴, il s'agit, avant d'adopter toute démarche RSE de la part des entreprises, de rattraper le retard dans l'arsenal juridique indispensable pour réguler le fonctionnement des entreprises (seul le principe des Nations Unies pour la protection du Consommateur voté en 1985 offre une disposition légale en Afrique).

- 4 Dans une dernière partie intitulée « Des pistes pour le futur », la plus brève de l'ouvrage, l'auteur expose son point de vue personnel, se basant sur la « psychologie humaniste ». Il montre qu'un changement des mentalités et de la société est indispensable pour une évolution vers un développement durable. L'auteur développe des idées qui garantiront un avenir plus juste (telles que l'« *intégration des valeurs féminines* » (p. 289), ou encore l'« *intégration de la spiritualité et de l'humanisme* » (p. 293). Ce sont selon lui les « facteurs indirects » qui, en accompagnant la pratique de la RSE, pourront permettre une évolution sociale vers un développement durable.

L'intérêt principal de cet ouvrage relève de la vulgarisation et de la sensibilisation : on sent le ton d'un auteur « converti » (qui a travaillé dans une multinationale puis est « passé de l'autre côté »). Dès l'introduction, Vincent Commenne justifie en effet que son ambition n'était pas d'être exhaustif, mais de « *sensibiliser le lecteur à entrer en action, à son niveau, dans son espace* » (p. 17). Il permet au non-initié de se poser des questions qu'il ne s'était pas posé auparavant et de faire une analyse éclairée des produits de la consommation responsable.

L'initié trouve aussi son compte dans cet ouvrage, notamment dans les études continentales. Les extraits de la recherche du chantier RSE d'Alliance 21 sont intéressants pour connaître la diffusion des principes de RSE dans le monde, et l'étude d'une problématique transnationale sur (quasiment) tous les continents du globe est une approche originale. Un bémol toutefois : dans une démarche qui se veut transnationale, qu'à aucun moment ne soit abordée la question de la responsabilité des filiales des entreprises est dérangeant. Un autre bémol sur la construction de l'ouvrage : la troisième

partie (« Constats et enseignements de notre recherche ») apparaît comme redondante. Alors que la deuxième partie de l'ouvrage constitue une étude critique des travaux des cinq chercheurs, la troisième partie reprend les thèses principales de la deuxième partie de manière plus synthétique (idée de poids culturel et des institutions dans la motivation des entreprises de faire de la RSE, différentes échelles de compréhension, différents degrés de mise en oeuvre, outils favorables à la RSE différenciés selon les continents...), sans apporter de problématique propre.

Enfin, le professionnel qui participe aux réseaux transnationaux pour un développement durable bénéficie des retours d'expérience des ONG ayant participé aux réseaux coordonnés par Vincent Commenne. L'auteur met en effet à profit les débats qu'il coordonne pour permettre un retour d'expérience des ONG participantes (p. 257) et pour trouver des solutions concrètes à appliquer. Il tente notamment de résoudre le problème de manque de confiance mutuelle entre les différents acteurs en prenant l'exemple de l'European Multistakeholder Forum (p. 261).

NOTES

1. Champion Emmanuelle, Gendron Corinne, *La responsabilité sociétale des acteurs économiques, une perspective nord-américaine.*, Rapport de recherche du Chantier RSE, 2005.

2. Ramaswamy Ramesh, *Social Responsibility of Economic Actors*, septembre 2005. Ramesh on Initiaive, créée afin
ays en voie de développement
ues.

3. Munoz Portugal Ismaël, *Social Responsibility of Economic Stakeholders*, septembre 2005. Docteur en économie.

4. Atidegla Aurélien, *Etude sur la responsabilité sociétale des acteurs économiques*, février 2005.
la promotion de
l'Agriculture et du Développement).

AUTEUR

PAULINE BRUNNENGREBER

Pauline Brunnengreber est étudiante en 5ème année de science politique à l'Institut d'Études Politiques de Lille, spécialisée sur les politiques territoriales de développement durable.